

Pire que le bruit des bottes, le silence des pantoufles. Max Frisch

le journal des retraité·e·s de Chaumont



 <https://www.facebook.com/syndicat.cgt.retraites.chaumont/>

Syndicat **CGT** des retraités de Chaumont - 24 avenue du Général Leclerc 52000 Chaumont - N° 365 Samedi 25 novembre 2023



GUERNICA/GAZA

On connaît tous Guernica, l'œuvre de Picasso, réalisée en 1937 en réaction au bombardement de la ville de Guernica pendant la guerre d'Espagne, un événement tragique qui a profondément bouleversé le monde entier. Comment ne pas faire le rapprochement avec le drame qui se déroule à Gaza ? Aujourd'hui, ce tableau est repris par des internautes pour illustrer Gaza sous les bombardements israéliens. Guernica, pour dénoncer la violence de la guerre et les crimes contre le peuple palestinien. ■

L'ÉTAT ET EDF S'ENTENDENT SUR LE DOS DES CONSOMMATEURS

Les décideurs européens l'assuraient, la concurrence ferait baisser les prix du gaz et de l'électricité au profit des ménages et des entreprises. Résultat, le tarif du gaz en France a augmenté de 57% pour les ménages et l'électricité suit le même chemin. Bruxelles a encouragé la « tarification dynamique » et les prix de la Bourse sont répercutés en temps réel (heure par heure) sur le consommateur, grâce aux compteurs communicants Linky.

Cette tarification est imposée à chaque fournisseur qui a plus de 200 000 clients. Actuellement, EDF vend, à des fournisseurs privés, un tiers de l'électricité nucléaire, au prix bloqué de 42 euros le mégawatt heure. Le nouveau mécanisme, signé le 14 novembre entre EDF et l'Etat concernera l'intégralité de l'électricité produite par le nucléaire, avec un nouveau prix de 70 euros le MWh, à compter de 2026.

C'est la fin du tarif régulé de l'électricité. "L'Etat et EDF s'entendent sur le dos des consommateurs pour facturer un prix du nucléaire exorbitant ! « a d'emblée dénoncé l'association Consommation et cadre de vie (CLCV). "70 euros le MWh, c'est au-delà de l'évaluation de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) qui nous paraissait déjà excessive. Ni l'Etat ni la CRE ne sont choqués par le fait qu'aux États-Unis et en Finlande, le prix du nucléaire est de l'ordre de 30 euros le MWh. Ils nous imposent le double ", affirme l'association.

En 2023, 31% des Français ont déjà des difficultés pour payer leurs factures d'énergie, contre 18% en 2020. Combien en 2026 ?

EDF doit redevenir un service public au service de la nation !

LE SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

> ÉGALITÉ SANTÉ À
CHAUMONT LE 30 NOVEMBRE

DEUX OU TROIS CHOSES À LEUR DIRE...

L'association langroise «Egalité Santé» organise une réunion pour essayer d'entraîner les Chaumontais dans son délirant projet d'hôpital avec plateau technique unique (Chaumont-Langres) à Rolampont.

- Parce que les deux villes ont besoin d'hôpitaux de proximité dignes de ce nom,
- Parce que Rolampont n'est absolument pas au centre du secteur Chaumont-Langres,
- Parce que les promoteurs du projet de Rolampont n'ont pas pris l'avis des personnes concernées dans le centre du département,
- Parce que, sur la base de fausses informations, «Egalité Santé» emmène une grande partie des habitants du sud du département dans le mur et parce que cela va entraîner des frustrations qu'exploite déjà le RN,
- Parce qu'il est important que certaines vérités soient enfin entendues,

IL FAUT QUE NOUS ALLIONS NOMBREUX DONNER NOTRE POINT DE VUE À CETTE RÉUNION.

**20 H AU CAVALIER - CHAUMONT
(SALLE ROBERT GENEST)**

**NOVEMBRE 2018 - NOVEMBRE 2023
LES GILETS JAUNES... PAGE 4**

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES SUCCÈS DE LA CGT AUX FORGES DE COURCELLES



Les élections au CSE des Forges de Courcelles ont eu lieu du mercredi 15 au samedi 18 novembre. C'est un succès pour la CGT qui obtient les 7 postes de titulaires et de suppléants dans le 1^{er} collège et, pour la première fois depuis la création du syndicat en 1970, un poste de titulaire et de suppléant au 2^{ème} collège.

La CGT des Forges de Courcelles participe activement à l'Union Locale CGT de Langres à laquelle l'UD-CGT veut interdire de porter le sigle CGT.

Le secrétaire de l'UL n'est autre que Frédéric Hayer, par ailleurs militant de la CGT des Forges et tête de liste à ces élections.... ■



LE PAVÉ À RACHID

Un stress de sénateur

Il faut se méfier de la réalité en particulier et des apparences en général. Brut de fonderie, on apprend qu'un sénateur du joli nom de Guerriau, membre du groupe de la droite Horizons que l'on situe approximativement entre la droite extrême et la droite tout court, accessoirement vice-président de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées (ah oui, tout de même !), a été "mis en examen" pour "administration à une personne, à son insu, d'une substance de nature à altérer son discernement ou le contrôle de ses actes pour commettre un viol ou une agression sexuelle, et de détention et usage de substances classées comme stupéfiants".

Pour être clairs, précisons que la substance en question, c'est de l'ecstasy, et la "personne" concernée est Sandrine Josso, députée de Loire-Atlantique qui a du mal (on la comprend) à se remettre de cette soirée qui avait commencé par un verre de champ' et va finir au tourniquet...

Pour sa défense, l'indolent sénateur a expliqué qu'il avait cru s'être procuré, auprès d'un membre du Sénat, un euphorisant et non de l'ecstasy, pour sa propre consommation afin de faire face à ce qu'il a décrit comme des "épreuves personnelles".

Cela nous dit au moins deux choses. Une, que pour un sénateur, si t'as des problèmes perso, il est recommandé d'inviter une femme à prendre une coupe de champagne, en tout bien tout honneur, évidemment. Deux, que certains de ses collègues dealent et que le Sénat est un lieu où le trafic de drogue a l'air de prospérer.

Ce n'est pas encore la porte de la Chapelle ou Charenton, mais ça viendra...

Les juges croiront-ils Guerriau... Suspense. Certains anxio-terroristes pensent qu'envoyer la brigade canine renifler les travées du Palais du Luxembourg ne serait pas un luxe. On attend.

En tout cas, nous voilà rassurés. Si ces braves élus, *élus par d'autres élus*, passent à la moulinette tout ce qui est teinté de social, surtout pour les plus pauvres d'entre nous, immigré-e-s, allocataires du RSA, chômeurs, retraité-e-s, ce n'est pas parce qu'ils sont réacs ou qu'ils ont perdu leur cœur le long du chemin électif, c'est tout simplement qu'ils sont défoncés...

Certains citoyens sont tout de même près de penser que le Sénat, que l'on appelle aussi la Chambre haute, est tombé bien bas.

RACHID R. 21 novembre 2023

Ci-dessous, le communiqué de notre syndicat suite à l'interdiction de la manifestation de soutien au peuple palestinien. Il a été envoyé à la presse locale et, dans son édition du 22 novembre 2023 le Jhm en fait état d'une manière surprenante puisque le communiqué est réduit en quatre lignes pour dire que « nous nous en prenons avec véhémence à la préfète qui a pris cette décision ».

C'est justement parce qu'elle a pris cette décision que nous avons commis ce communiqué. Qu'on nous rassure, l'interdiction, c'est bien elle et que l'on nous précise où, en cette journée nationale pour dire NON aux massacres à Gaza, y a-t-il eu d'autres interdictions...

Une belle façon de marquer son passage (car elle n'est que de passage) en Haute-Marne. Et bravo au Jhm pour son sens de la synthèse !

UN LÉGER GOÛT DE RACISME

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT

Dimanche 19 novembre, des centaines de milliers de nos concitoyens ont manifesté dans toute la France pour exiger la fin des massacres à Gaza et en Cisjordanie, et un cessez-le-feu immédiat.

PARTOUT EN FRANCE, SAUF À CHAUMONT où la préfète s'est crue autorisée, sous des motifs fallacieux, à interdire la manifestation de soutien au peuple palestinien organisée par des partis politiques de gauche, des syndicats et des associations de défense des droits humains, parmi lesquelles la Ligue des droits de l'Homme et Amnesty France.

Comment peut-on interdire une manifestation dont le seul objectif est de dire STOP à une guerre qui a fait près de 12 000 morts, dont 4 700 enfants, et plus de 30 000 blessés ? C'est intolérable.

Manque de compassion, d'empathie, d'humanité. Les mots ne manquent pas pour qualifier le comportement de la représentante de l'État. On y ajoutera de mesquins calculs politiques.

Après avoir ouvert grand les portes de la préfecture à la manifestations contre l'antisémitisme, qui a permis de fait une banalisation du RN, la préfète du département de Diderot, Louise Michel et Charles de Gaulle se livre à des provocations indignes du pays des droits de l'homme à l'encontre des partisans de la paix qui luttent, tout à la fois, contre la politique d'extrême droite du gouvernement Netanyahu, contre l'antisémitisme, mais aussi contre la xénophobie et le racisme qui étaient les grands absents de la

Lire sur le site Là-bas si j'y suis (en accès libre) l'article de Raja Abdulrahim paru le 18 novembre dans le New York Times

La guerre fait de Gaza un cimetière pour enfants

<https://la-bas.org/>

manifestation organisée par des élus haut-marnais, avec le soutien très actif de la préfecture. D'un côté, une grande mansuétude allant jusqu'au RN, de l'autre, un mépris, un autoritarisme et des menaces qui nous rappellent les pires périodes de notre histoire.

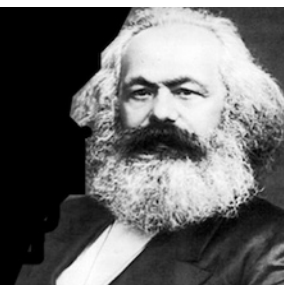
Cette politique du deux poids, deux mesures est inadmissible. Elle mène tout droit à des divisions fratricides. Et on peut légitimement se demander si ce n'est pas le but recherché.

Chaumont le 21 novembre 2023



Ce qui distingue principalement l'ère nouvelle de l'ère ancienne, c'est que le fouet commence à se croire génial.

Karl Marx



ÉGALITÉ SANTÉ FAIRE PARLER À TOUT PRIX

En affichant ouvertement leur désaccord sur le projet d'organisation sanitaire au sein de l'hôpital de Langres, par le port de badges favorables à leur association et des affichages anti Ségur, les meneurs d'Égalité Santé se doutaient bien que la direction allait réagir. Elle ne peut, depuis sa place, laisser s'exprimer toutes formes de propagande en faveur de la disparition de l'hôpital.

On peut douter que les instigateurs de cette forme de protestation aient prévenu les personnels des risques qu'ils encouraient, risques sans doute plus importants pour eux que pour les médecins omnipotents. Ce sont les salariés qui pourraient payer le prix fort de l'obstination de quelques-uns. La réaction de la direction est une aubaine pour essayer à nouveau de frapper les esprits.

Usurpateurs des expressions fortes des luttes passées, rappelons-nous le plagiat de la lettre « J'accuse » de Zola, par un certain médecin, c'est aujourd'hui la paranoïa du maccarthysme qui est brandie. Une mégalomanie dont se délecte le Jhm dans son édition du 18 novembre.

Nous sommes devant une nouvelle stratégie d'Égalité Santé qui, après avoir actionné, sans succès, différents leviers pour emporter Rolampont, amène le conflit au sein de l'hôpital. Tout, pourvu que l'on en parle, au prix de la mise en difficulté des personnels.

LOUIS LAPRADE

25 NOVEMBRE : JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes et les enfants dans le monde, premières victimes des conflits armés. Les violences physiques, sexuelles, sexistes, économiques, administratives, verbales, psychologiques, surviennent partout. Elles touchent les femmes et les filles dans les espaces familiaux, sur les lieux de travail, d'études, dans l'espace public, dans les transports, sur Internet.

Depuis 2017, 848 féminicides, commis par leur compagnon, ont rendu 1000 enfants orphelins. Chaque année, 220 000 femmes sont victimes de violences et des centaines de milliers d'enfants co-victimes. Il y a 94 000 viols ou tentatives de viol par an, soit 250 chaque jour. La plupart du temps, les victimes ne sont pas crues, les plaintes sont classées sans suite et l'impunité des agresseurs persiste. La justice a encore trop de mal à reconnaître ces violences.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Mais leur parole peine aussi à être reconnue. Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains. Le projet de loi « Asile et immigration » ne fera que dégrader encore plus leur situation, comme celle de toutes les femmes sans papiers.

La réduction drastique des financements aux hébergements d'urgence, aux associations d'aide aux femmes, montre que la "grande cause" de Macron est une imposture. Les récentes réformes des retraites, du chômage, du RSA pénalisent particulièrement les femmes qui ont des carrières hachées, dans des emplois sous-payés, dévalorisés. L'explosion des loyers et l'inflation accentuent encore leur précarité. Les expulsions locatives et le mal-logement touchent en majorité les mères seules avec enfants. Trois millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté et 2000 enfants et leur famille dorment dans la rue en France aujourd'hui. Le gouvernement ne se cantonne pas à l'inaction face à ces violences, il les génère et les accentue par ses politiques répressives, dans un contexte social et politique d'inégalités, d'injustices et de racisme.

MARIE ROSE PATELLI

> HAUTE-MARNE

L'INVISIBLE FÉMINICIDE

Depuis 2019, trois meurtres de femme ont fait la une du Journal de la Haute-Marne. Ce chiffre est à rapprocher du taux moyen des homicides sur le département qui est d'environ un par an.

Etonnamment, le mot féminicide n'apparaît dans aucun des articles traitant de ces assassinats. Même après que l'enquête eût confirmé la justesse d'un qualificatif que les circonstances laissent deviner, la « une » du journal parlait d'« homicide ». Or le terme est d'une imprécision surprenante.

Dans un cas, le Jhm a même titré « drame conjugal », expression mettant le meurtrier sur le même plan que sa victime. « Drame conjugal », « crime passionnel », « drame de la jalousie » sont des mots que l'on croyait depuis longtemps condamnés par des années de combat féministe.

Il a atteint le comble dans son édition du 17 novembre avec le titre « Affaire Madison Collot », qui concerne le meurtre d'une jeune femme décédée suite à de multiples coups très violents localisés sur le visage ou le cuir chevelu, portés par son ex-conjoint.

Dans la lutte contre les violences faites aux femmes, il faut donc rappeler qu'il est important de nommer les choses par leur nom. Un féminicide n'est pas un homicide comme les autres.

A. FELLNER

JEUDI 21 DÉCEMBRE
Le syndicat **CGT** des retraités
de Chaumont
**VOUS INVITE À UN
APRÈS-MIDI CONVIVAL,
GOÛTER-DÉBAT :**
*"le syndicalisme retraité
et son rôle dans la cité"*
**RENDEZ-VOUS À 15H
SALLE ROBERT GENEST**
(AU CAVALIER) 10 RUE ROBESPIERRE
52000 CHAUMONT

CINÉ DÉBAT
**STOP
AUX
VIOLENCES
SEXISTES
SEXUELLES**
À l'occasion de la
journée internationale
contre les violences sexistes et
sexuelles, un ciné-débat est organisé
avec la projection du film "Jusqu'à la
garde" réalisé par Xavier Legrand avec
Léa Drucker et Denis Ménochet. Cette
projection sera suivie d'un débat.
JUSQU'À LA GARDE
**SAMEDI 25 NOV
18h15**
Au cinéma À l'affiche de Chaumont
CGT
**AU CINÉMA L'AFFICHE
CHAUMONT**



À BAS LE GLYPHOSATE. À BAS ! ABBA ?

Vous prendrez bien un petit glyphosate tous les matins pour votre jardin. Ne vous gênez pas, c'est reparti pour dix ans. C'est sain, c'est sans danger et surtout c'est « SGDE », Sous Garantie de l'Europe, la Maastrichtienne qui nous est si chère. Pour le fabricant Bayer qui a mis Monsanto dans son escarcelle, c'est un peu moins glorieux. Il vient de perdre trois procès pour un coût total de 1,5 milliard de \$. S'il compte bien faire appel, il lui en reste 40 000 autres en attente. Résultat, l'action a dévissé de 50 % en bourse.

Nous vous déconseillons le top de la gamme, le fameux Roundup ; une étude de 2019 a démontré que son contact donnait 41 % de « chances supplémentaires » de développer un lymphome ».

Le site reporterre.net publie un entretien sur les autres dégâts. Il y est question d'un effet "domino" sur la biodiversité et le développement durable : la disparition bien engagée de fleurs des champs comme les coquelicots (adieu les paysages de Monet et des impressionnistes !) et les bleuets, ces deux symboles des combattants de la 1ère Guerre mondiale. Avec celles-ci et toutes les plantes sauvages se réduit la quantité de pollen, puis celle des pollinisateurs et des autres insectes et, par ricochet, des animaux qui s'en nourrissent, notamment les oiseaux et les amphibiens. Sans aborder l'autorisation de pulvérisation au plus près des habitations !

Début novembre, nous nous sommes retenus d'exprimer nos craintes : le coucou migrateur Béragère Abba est revenu d'horizons lointains nicher ici. Ce n'est pas un mystère, elle a été, lorsque ce fut son intérêt, favorable au Roundup, au point que nous en avons fait la présentatrice modèle. Le poison ré-autorisé, elle redevient tellement utile que la voilà promue inspectrice générale de l'environnement et du développement durable. Ah ! le marigot politique et ses arcanes : plus sordide, tu meurs !

G. TARDENOIS

NOVEMBRE 2018 - NOVEMBRE 2023 LES GILETS JAUNES...

Pour une véritable justice fiscale, réintégrer les citoyens aux processus démocratiques, le RIC (référendum d'initiative citoyenne), augmenter les bas salaires, redonner vie aux services publics, contre la répression, telles étaient les principales revendications des Gilets jaunes. Et une critique du système capitaliste... Pas étonnant que notre syndicat se soit immédiatement trouvé des atomes crochus avec ce mouvement totalement inédit. Nous sommes allés à la rencontre des Gilets jaunes dans une ambiance syndicale carrément hostile de la part de la CGT départementale, mais aussi des autres centrales syndicales (excepté Sud). Nous avons participé à ce tourbillon social et politique sans arrière-pensées, pour débattre et lutter ensemble, à Ashton, Semoutiers, Joinville.



17 novembre 2018. Le rond-point d'Ashton est « noir de Gilets jaunes ». Au fond, un barnum rouge, celui de notre syndicat. Installé pour la journée, il y restera près d'un an.



17 novembre 2018. Le rond-point d'Ashton est « noir de Gilets jaunes ». Au fond, un barnum rouge, celui de notre syndicat. Installé pour la journée, il y restera près d'un an.

Nous sommes allés à la rencontre des Gilets jaunes dans une ambiance syndicale carrément hostile de la part de la CGT départementale, mais aussi des autres centrales syndicales (excepté Sud). Nous avons participé à ce tourbillon social et politique sans arrière-pensées, pour débattre et lutter ensemble, à Ashton, Semoutiers, Joinville. Nos camarades de Langres ont fait de même... On a beaucoup manifesté, beaucoup discuté, parfois on s'est un peu chamaillé, entre nous, entre eux, ensemble... mais rarement les mots de solidarité et de fraternité ont eu autant de sens. Et la pétition que notre syndicat avait lancée dix jours avant le début du mouvement contre la hausse des carburants avait recueilli plus de 100 000 signatures le 17 novembre... Elle frôlera les 170 000 début décembre 2018.

Les Gilets jaunes, 2018, cinquante ans après Mai 68...

Ci-contre la UNE du journal des retraités CGT de Chaumont de novembre 2018

MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL DES RETRAITÉS

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité est entendu.
- Merci à Josiane, Denise, Bernard, Marie, Xavier, Maurice, Alain, Chantal, Jacques, Jean-Claude et Gillette, Arlette, Marine, Denis et Fanfan, Élise, Laurent, Liliane, Lucienne, Gérard, Anne et Frank, Michel, Anna, Éric, Josette, Mohamed, Patrice, Michel, Jacqueline, Florent, Jean-Claude, Chantal, Christian, Luc, Gérard, Jean-Louis, François; Jeanne et aux anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

Nom et Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT